

ADC-IKIBIRI

Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi

DECLARATION

Dénonciation de la persécution des leaders et membres de la Coalition ADC-IKIBIRI

Deux scrutins émaillés de fraudes massives et d'irrégularités graves ont eu lieu respectivement en dates du 24 mai 2010 pour les élections communales ainsi que le 28 juin pour les présidentielles. Les premières ont été vite contestées par 13 partis politiques dont 12 se sont coalisés en Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi, ADC-IKIBIRI.

Le Parti au pouvoir, en collaboration avec la CENI, s'est senti incriminé dans ce Hold-up électoral qu'il n'a pas voulu reconnaître et s'est transformé en un instrument de répression contre tous ceux qui ont osé dénoncer cette malhonnêteté politique de haut niveau.

Depuis la date de contestation de ce hold-up électoral jusqu'au jour d'aujourd'hui, des citoyens innocents sont persécutés du jour au lendemain : arrestations arbitraires, emprisonnements et tortures des membres des partis de l'ADC-IKIBIRI sont devenus le mode de gouvernement du pouvoir en place.

Quant aux leaders des partis de cette alliance, ils sont dans un état de restriction de leurs mouvements ; leurs rencontres illégalement interdites et leur persécution permanente.

De tout ce qui précède l'ADC-IKIBIRI annonce à l'opinion tant nationale qu'internationale ce qui suit :

- L'ADC-Ikibiri condamne avec sa dernière énergie la fouille perquisition qui n'a suivi aucune procédure légale en la matière, effectuée à la résidence de Madame Pascaline KAMPAYANO à NGOZI en date du 17 juillet 2010. Cet acte n'avait qu'un seul objectif : troubler l'ordre et la tranquillité d'un paisible citoyen. Il s'inscrit dans la logique de limiter ses droits et libertés de circuler librement à l'intérieur et à l'extérieur du pays.
- L'ADC-IKIBIRI condamne fermement les arrestations arbitraires faites ce lundi 19 juillet 2010 auprès de certains élus dans les communes de la province de Bururi. En effet, ayant reçu l'ordre des leaders de leurs partis respectifs de ne pas aller siéger dans des conseils non reconnus par notre coalition, ces élus subissent des persécutions de tout genre. Ces actes ignobles commis par l'Administration en collaboration avec la Documentation et la Police sous la bénédiction de la CENI et du Gouvernement, sont humainement, politiquement et juridiquement condamnables.
- L'ADC-IKIBIRI dénonce les persécutions faites auprès de toute personne ne s'inscrivant pas dans la logique du pouvoir. C'est pour cela que nous désapprouvons énergiquement l'arrestation arbitraire du journaliste Jean Claude KAVUMBAGU.
- L'ADC-IKIBIRI condamne les machinations orchestrées par le Parti au Pouvoir pour diviser les partis membres de l'Alliance. A ce sujet, nous informons déjà le public que nous venons de recevoir une correspondance des membres du Bureau politique du Parti PPDRR-ABAVANDIMWE

réaffirmant l'engagement de leur parti à la Coalition ADC-IKIBIRI. Les manoeuvres de division de notre Alliance n'a pas réussi, et elles échoueront toujours.

En Conclusion :

- 1) La Coalition ADC-IKIBIRI dénonce publiquement les massacres, assassinats et emprisonnements politiques, commis sous couvert de simulacres électoraux dont se rend coupable le pouvoir en place.
- 2) L'ADC-IKIBIRI lance un appel à la nation entière dans toutes ses composantes, simples citoyens, dirigeants, société civile, les confessions religieuses, pour qu'elle sorte de sa torpeur ou sa naïveté, et pour qu'elle refuse la destruction de la Nation burundaise qui se poursuit à travers la haine qui s'installe dans les cœurs, le vol et le déni du droit.
- 3) **Enfin, l'ADC-IKIBIRI appelle tous les citoyens burundais partout où ils sont à boycotter le vote des députés, car, nous ne reconnaissons pas ce processus électoral qui va sûrement diviser le peuple burundais plus que jamais.**

Fait à BUJUMBURA le 21 juillet 2010

Pour l'ADC-IKIBIRI

Honorable Nyangoma Léonard

Porte- parole.